

*Initiatives ministérielles*

présentation des mauvaises nouvelles une autre année. On y parle effectivement de la dette et du déficit.

L'autre jour, le gouverneur de la Banque du Canada a comparu devant le comité des comptes publics. Je voudrais signaler au député certains propos qu'il a bel et bien tenus dans sa déclaration préliminaire. Il a dit: «Il faut à tout le moins prendre des mesures pour freiner l'augmentation du ratio de la dette publique au produit intérieur brut. Il est temps que nous maîtrisions la dette.» Il a ajouté: «Stabiliser uniquement le ratio de la dette au PIB ne suffira peut-être pas. Des ratios inférieurs s'imposeront peut-être.» Il a terminé ses observations en disant: «Nous avons besoin pour les gouvernements canadiens d'un ratio de la dette au PIB qui soit inférieur à ce qu'il est actuellement.»

Je ne dis pas que la tâche du ministre des Finances est facile. Nous savons tous à quel point elle est difficile. Que le ministre des Finances se lève et dise aux Canadiens que la politique du Parti libéral consiste à augmenter les impôts des Canadiens, et non à comprimer les dépenses. Admettons-le et disons-le.

Le ministre des Finances a encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'équilibrer son budget. Si le gouvernement libéral entend le faire entièrement aux dépens des contribuables, sans réduire ses dépenses d'un sou, les Canadiens auront quelque chose à dire aux prochaines élections.

**M. Gar Knutson (Elgin—Norfolk, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat sur le budget qui nous donne la chance de faire part de notre point de vue au ministre des Finances.

Lorsqu'il est question de budget, la première question qu'il faut aborder, c'est celle du déficit et de la dette. Nous devons réussir à comprendre l'ampleur du problème. Une fois que nous aurons compris, nous pourrions alors dire quel prix nous sommes prêts à payer pour contrôler la situation.

Selon moi, nous devons prendre des mesures vigoureuses, aussi raisonnables que possible, pour parvenir à un excédent budgétaire. Je parle d'excédent budgétaire plutôt que de budget équilibré. En effet, un budget équilibré ne résout pas le problème d'endettement excessif. Grâce à un excédent, nous pourrions réduire cette dette. Ce faisant, un certain nombre de facteurs auraient des effets positifs sur l'économie canadienne.

On assisterait à une réduction des taux d'intérêt, car les prêteurs considéreraient qu'il y a moins de risques à prêter de l'argent à des Canadiens. Ils réduiraient le coût des emprunts. Notre devise serait moins menacée, ce qui conduirait là encore à une baisse des taux d'intérêt. La confiance des consommateurs et des investisseurs seraient à la hausse.

• (1355)

Tous ces facteurs permettraient des allègements fiscaux, ce qui serait aussi une bonne nouvelle pour l'économie. Tous ces facteurs combinés entraîneraient une croissance économique accrue, une augmentation du nombre d'emplois et un accroissement des débouchés, tout en étant une bonne chose pour l'économie canadienne dans son ensemble.

Cependant, nous ne devons pas avoir pour seul objectif d'éliminer le déficit. Il faut tenir compte des liens qui existent au sein

de notre économie. En effet, si on se contentait de simplement sabrer dans les dépenses gouvernementales, d'un point de vue macroéconomique, cela réduirait la demande globale et risquerait de causer une récession.

De plus, on ne peut faire fi des besoins pressants qui existent dans la société canadienne. La question est alors la suivante: est-ce que le gouvernement peut maintenir, voire bonifier ses programmes de dépenses sociales, même s'il réduit l'ensemble de ses dépenses? Oui, il le peut en faisant des rajustements ou des coupes plus radicales ailleurs. Si nous dressons la liste des priorités, nous pourrions envisager de nouvelles initiatives pour répondre aux besoins pressants.

J'attire l'attention de la Chambre sur ce qui devrait être, à mon avis, notre première priorité sociale en établissant le prochain budget, c'est-à-dire les enfants pauvres. En effet, depuis dix ans et demi, la proportion d'enfants pauvres au Canada a augmenté de façon constante et alarmante. Selon l'Institut canadien de la santé infantile, le taux de pauvreté infantile a augmenté de 60 p. 100 entre 1981 et 1991. Les dernières données de Statistique Canada indiquent que 1,4 million d'enfants de moins de 18 ans vivent dans des foyers pauvres. La pauvreté des mères célibataires reste stable, mais tragiquement élevée puisqu'elle s'établit à 56 p. 100.

D'après le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, pour ce qui est de la pauvreté des enfants, le Canada est l'un des pires parmi les pays de l'OCDE et se classe au deuxième rang, juste derrière les États-Unis. Comme les Nations Unies ont également déclaré que le Canada était le meilleur pays au monde au chapitre de la qualité de vie, notre échec face à la pauvreté infantile est d'autant plus retentissant. À ceux qui insisteraient en disant que nous traversons des temps difficiles, nous devons demander pourquoi nos partenaires de l'OCDE, qui sont aux prises avec les mêmes difficultés financières, réussissent à faire mieux pour leurs enfants. Tout dépend de la façon d'établir les priorités.

Je souligne également qu'en éliminant la pauvreté des enfants, nous réglerons d'autres problèmes. Par exemple, nous pourrions améliorer la productivité des Canadiens, consacrer moins d'argent à la lutte et à la prévention du crime, et réduire les coûts des soins de santé. Tous ces facteurs contribuent à améliorer la qualité de vie dans un pays.

La solution pourrait résider en partie dans un programme de supplément de revenu. Je recommande au ministre des Finances de prévoir dans son budget une dépense de 500 millions de dollars pour un programme de supplément au revenu de travail. Je n'ennuierai pas la Chambre avec les détails de la proposition, sauf pour signaler qu'elle avait été très bien décrite dans une annexe au livre vert, dans un document intitulé «Sécurité du revenu pour les enfants».

Quand quelqu'un est convaincu qu'il faut réduire les déficits et l'endettement, mais propose un nouveau programme social, on se demande d'où il croit que viendra l'argent à cette fin. Je voudrais parler un instant du budget de la défense, car je pense qu'il faut le réduire, non seulement pour libérer des fonds à utiliser pour réduire les déficits et l'endettement, mais aussi pour servir à des programmes sociaux comme la lutte à la pauvreté infantile.